

Sondage pour sondage...

parlons « fonction publique » !

Les campagnes électorales sont toujours propices à la multiplication des sondages, le plus souvent tournés, il faut bien le dire, vers l'image de candidats, les préférences des électeurs.

« La gazette » des communes vient d'en publier un (effectué par Ipsos) qui ne se plie pas à la mode du moment et qui interroge l'opinion sur la Fonction Publique.

Avec des réponses qui ne sont pas sans intérêt. Même si elles ne sont pas toujours celles que l'on souhaiterait, elles traduisent un état de l'opinion et doivent être prises et intégrées comme telles.

- La Fonction Publique est attractive.

77% des français encourageraient leurs enfants à devenir fonctionnaires, ce qui démontre tout à la fois la crainte de la précarisation de l'emploi « dans le secteur privé » et une attractivité de la Fonction Publique (même si, dans la fonction publique de l'Etat par exemple, plus de 16% des personnels ne sont pas fonctionnaires...)

- La réforme n'est pas la priorité des priorités.

Même si une question sur « la réforme » peut paraître un peu difficile à cerner (quelle réforme ? Pour faire quoi ? Comment ?...), ils ne sont que 29% à penser que celle-ci doit être le dossier prioritaire du prochain Président (20% estiment qu'il est secondaire et 50% important mais pas prioritaire)

- Le service minimum est demandé.

Il est considéré comme une

mesure devant être mise en place par 48% des français, ce qui traduit aussi, et malgré tous les aspects contradictoires que cela recouvre, une demande d'accès au service public en toutes circonstances. A noter que la question posée interrogeait sur les deux dossiers jugés prioritaires en matière de Fonction Publique et que c'est la revalorisation des salaires qui est le second dossier classé comme prioritaire (32%). Ce qui montre que la fable du « fonctionnaire privilégié » commence à avoir un peu de plomb dans l'aile.

- Une qualité qui est recon-

nue. Ils sont 52% à considérer que la qualité de service et des fonctionnaires est meilleure en France que dans les autres pays de l'Union Européenne (contre 25% qui pensent le contraire). On peut bien entendu s'interroger sur les fondements de telles réponses et les éléments permettant de porter comparaison. Mais les 18% qui ne se prononcent pas, et le débat qui a traversé notre pays notamment à l'occasion du référendum constitutionnel, mais pas seulement, sur la place du service public et les conséquences du libéralisme, doivent apporter une explication.

- Les départs en retraites doivent être remplacés....

Là aussi ils sont 52% des français à penser qu'il faut remplacer tous (ou presque tous) les départs en retraite dans la Fonction Publique. Et ils ne sont que 15% à classer parmi les deux mesures prioritaires le non remplacement de un départ en retraite sur deux. Et pourtant que de campagnes,

que d'efforts pour convaincre qu'au nom de l'équilibre des finances publiques, au nom de la modernité du marché et de l'archaïsme du service public, au nom de l'indispensable réforme, il fallait ne remplacer qu'un départ sur deux, voire un départ sur trois ou même moins c'est selon.

- ...parce que c'est la qualité du service public qui est en jeu.

Et là c'est sans appel, puisqu'ils sont 51% à considérer que la diminution du nombre de fonctionnaires conduirait à une dégradation de la qualité du service rendu (il ne s'en trouve « que » 13% pour penser que cela conduirait à une amélioration de sa qualité).

Ce sondage démontre un fort attachement des français à leur Fonction Publique et au service public de manière générale, comme l'ont d'ailleurs déjà montré plusieurs autres sondages, tous concordants. Il met en évidence qu'en dépit des efforts de tous ceux qui au nom du marché, du libéralisme, plaident pour le recul, la liquidation de services publics, il y a dans notre pays des forces importantes qui y demeurent attachées, mieux encore qui l'intègrent dans une conception de la société.

Autant de points d'appui, de sources de constructions de réponses, de possibilités d'actions convergentes, pour poursuivre nos combats multiples, notre bataille pour des services publics toujours mieux à même de répondre aux besoins des populations.